



Prise de parole de “Universitaires avec Gaza” lors de la manifestation de soutien à la Palestine du 14 février 2026

Nous, membres du collectif “Universitaires avec Gaza”, prenons la parole aujourd’hui pour dénoncer les politiques restrictives du gouvernement français en matière de visas pour les étudiant·e·s palestinien·nes, en particulier lorsqu’iels viennent de Gaza.

En face de la destruction complète de l’infrastructure universitaire par les bombardements israéliens, nos collègues de Gaza continuent de faire course en ligne et leur étudiants résistent à la violence épistémologique par de nombreux moyens. Un de ces moyens est de faire de demandes de visa pour continuer leurs études.

Des centaines de demande s’empilent au Consulat français de Jérusalem, certaines datant de plus de 7 mois, sans qu’aucun retour ne soit fait. Des centaines de dossiers, et derrière chacun de ces dossiers, l’histoire d’un·e étudiant·e, de sa famille, de son entourage, la souffrance et la fatigue impliquée par une résistance quotidienne au génocide. Derrière chacun de ces dossiers, il y a un projet: continuer ses études et réaliser les potentialités de sa vie.

À chaque dossier correspond un investissement immense : un investissement de temps pour répondre - depuis un territoire colonisé et pendant qu’un génocide est en cours - à une bureaucratie paradoxale, faite de papiers, de signatures, de certifications, d’attestations, de traductions de documents, de formulaires à remplir depuis un site internet qui bugue en continu à cause du réseau instable et cher.

À chaque dossier correspond un investissement émotionnel: pendant que tu vis un génocide, que tes proches sont tués par l’occupant, que ta famille est déplacée de force, tu dois convaincre les institutions françaises, le ministère de l’enseignement et de la recherche, le ministère des affaires étrangères, le consulat de France à Jérusalem, que tu mérites d’avoir un visa et que tu réponds à l’excellence demandé par la France. Eh oui, l’excellence ! Car les ministères de l’enseignement supérieur et des affaires étrangères revendiquent le fait que les visas ne sont pas accordés pour des raisons humanitaires. Non. La France donne des visas seulement pour des raisons d’excellence. En effet pourquoi donner des visas humanitaires à des personnes que l’Occident ne considère pas pleinement humaines? C’est seulement si tu es excellent, si tu t’occupes - je cite - de domaines d’intérêt pour la France, que tu peux espérer pouvoir continuer à vivre. Et donc voilà que, après 24 mois de génocide accéléré et plus de 70.000 martyres, début octobre paraît l’appel à bourse du consulat, un appel qui porte le titre très parlant de : « France Excellence », un programme qui fait déjà une sélection à la base, étant donné que seulement les étudiant·e·s de niveau master 2 ayant obtenu plus de 80 sur 100 de moyenne peuvent candidater. Un dispositif auquel tu ne peux répondre que si tu as un

ordinateur, un lieu calme où te poser, une connexion internet stable, vu que le formulaire est composé de plus de 15 pages, et ce seulement si tu possèdes les certificats nécessaires, si les papiers prouvant tes notes depuis le bac, tes diplômes, tes lettres de recommandations n'ont pas été brûlés, enterrés sous les décombres, ou utilisés pour faire du feu.

Et au cas où tu as la chance de figurer parmi la poignée d'étudiant-es sélectionné-e-s, tu devras maintenant convaincre le ministère de l'intérieur que tu n'est pas un danger pour la France. Car pour l'état français le Palestinien par nature est terroriste et/ou antisémite.

Ce mécanisme c'est ce que Mohammed El-Kurd appelle la construction de la victime parfaite. La communauté internationale et les médias occidentaux exigent des Palestiniens qu'ils soient des "victimes parfaites" — calmes, pacifiques et irréprochables — pour que leur humanité et leurs droits soient reconnus. Les victimes sont souvent "mises à l'essai" dans les médias, forcées de prouver leur innocence ou leur moralité alors qu'elles subissent une violence systémique. Il affirme: « C'est la réticence ou l'incapacité du monde à considérer nos tragédies comme des tragédies et nos réactions comme des réactions ; c'est l'insistance du monde à catégoriser nos comportements normaux comme déviants. ». Et nous avons bien appris qu'associer certains sujets, certains groupes sociaux à la « déviance » signifie justifier leur déshumanisation.

Aujourd'hui, ce mécanisme permet de justifier que seul un nombre dérisoire de personnes ont été évacuées depuis le 8 octobre 2023 et que les évacuations se sont faites au compte goutte. Cela permet de justifier l'injustifiable: l'inertie de la communauté internationale, dont la France, devant un génocide qui se poursuit. Cela veut dire une chose : la France - par cette position - continue d'être complice de la commission d'un crime de génocide. Complice, car le droit international - notamment depuis le 26 janvier 2024 et une décision de la Cour internationale de Justice parlant de "risque de génocide" à Gaza - oblige les Etats à tout faire pour prévenir, empêcher et réprimer la commission du "crime des crimes". Mais qu'a fait la France depuis ce jour pour mettre en oeuvre ses obligations ? Rien, elle a continué de fournir du matériel militaire à l'armée israélienne, à commercer, à laisser Netanyahu, recherché par la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité, survoler à plusieurs reprises l'espace aérien français, à empêcher l'adoption de sanctions internationales, à maintenir les liens avec les universités israéliennes.

La position de la France sur les visas, la stagnation des évacuations de Gaza mais aussi le refus des Visa pour les étudiant-e-s bloqué en Egypte, les politiques très restrictives, le non traitement des dossiers déposés malgré beaucoup de ces étudiant-e-s disposent de ressources nécessaires pour étudier en France à travers de garantes, des bourses de fondations, de collectes de fonds, et possèdent aussi des inscriptions dans les universités et des logements que les attendent, toute cela est une mise en danger de la vie de ces étudiants menacés de mort à tout moment.

En « Occident », les Palestinien·nes peuvent exister seulement à l'intérieur du binôme « victimes » ou « terroristes ». Et le sujet perçu comme « terroriste » n'a pas le droit de parler et, encore moins, d'exprimer sa rage. Le palestinien·ne doit parler sans crier, de façon discrète, il et elle ne doit pas rappeler l'image du « barbare ».

Mais nous, nous refusons cela. Alors nous crions haut et fort: honte à la France, honte aux gouvernements occidentaux qui ont enterré le droit international et leur humanité avec.

Nous dénonçons un gouvernement qui a instrumentalisé le cas de Lille pour légitimer l'exclusion des Palestinien·ne·s du sol français, qui a nourri l'imaginaire sur le risque de l'ennemi de l'intérieur, qui a renforcé l'association faite entre Palestinien, arabe, musulman et terroriste ; qui a renforcé un climat d'islamophobie déjà bien enraciné, qui a alimenté les stéréotypes, la haine et l'exclusion au nom de la sécurité. Mais nous savons très bien que ce que les autorités appellent sécurité a un autre nom, cela s'appelle le racisme systémique et plus précisément le racisme anti-palestinien.

Car comment expliquer autrement que les universités ont facilité l'accueil des universitaires et étudiant·e·s Ukrainien·ne·s, tout en restant silencieuses face aux Ministères et au Consulat qui a complexifié et durci les procédures de demande des visas pour les Palestinien·ne·s ?

Aujourd'hui nous sommes convaincu que cette situation, l'opacité des procédures, le silence du consulat, sont un projet politique: pousser à l'épuisement les Palestinien·ne·s de Gaza, leur enlever tout espoir, et punir les étudiantes mais aussi l'engagement collectif des personnes, associations, collectifs, individus qui depuis la France se sont battu·e·s à leurs côté pour dépasser les obstacles, pour chercher les moyens de créer des bourses, pour répondre à tous les critères absurdes nécessaires pour obtenir un visa.

Peut être que le gouvernement n'avait pas imaginé que malgré les procédures rendues volontairement très complexes pour les Palestinien·ne·s, des centaines de personnes se seraient engagées pour soutenir des centaines d'étudiant·e·s et déposer des centaines de dossiers.

Aujourd'hui, l'inertie institutionnelle rassemble beaucoup à une punition: créer de la frustration, la nourrir de silence et d'opacité. Mais nous savons que l'épuisement et le sens d'annihilation collectif sont un projet politique qui vise à affaiblir notre corps collectif, à étouffer la solidarité. Si c'est ça votre plan, eh ben, c'est raté, car nous on lâche rien !

Des visa pour les étudiant·es, des sanctions pour Israël !

Tahia Falestin !

